

Green New Deal ou marché du carbone ?

vendredi 4 octobre 2019 (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2019).

Les programmes de tarification du carbone, tels que le plafonnement et l'échange, entraînent des coûts politiques énormes et peu d'avantages environnementaux. Nous devrions les abandonner - et plutôt poursuivre des politiques climatiques transformatrices qui procurent des avantages matériels immédiats aux travailleurs.

La tarification du carbone est-elle une bonne idée ? En théorie, oui. Nous devrions vraiment rendre les mauvaises choses plus chères. Mais cela a-t-il fonctionné ? Sur le plan environnemental, la tarification du carbone a produit des avantages climatiques marginaux sous forme de réduction progressive des émissions.

Mais politiquement, cela fait plus de mal que de bien. La tarification du carbone a contribué à l'extrême polarisation de la question climatique. Ce sont des divisions de classe qui renforcent le mythe selon lequel la politique climatique pénalise les pauvres et la classe ouvrière. Ce mythe, à son tour, a ralenti les progrès en matière de décarbonisation - tout en convaincant les politiciens et le public que nous progressons réellement dans la lutte contre le changement climatique.

Ces coûts politiques ne valent tout simplement pas les améliorations environnementales supplémentaires qu'ils produisent. Nous devons nous concentrer plutôt sur des investissements qui constituent de larges coalitions pour une politique climatique, comme une expansion rapide de l'énergie propre et du logement écologique. Ce n'est qu'après avoir généré l'élan politique et politique nécessaire pour soutenir ces investissements que nous devrions revenir à la tarification du carbone afin de mener à bien la transition énergétique.

Les prix du carbone reflètent en grande partie les « effets connus » des dommages sociaux et environnementaux causés par les émissions - ce que les économistes appellent le « coût social du carbone » (CSC). Mais, il n'existe aucun moyen fiable de prédire l'avenir - ni le coût des dommages futurs. La grande majorité des systèmes de tarification du carbone sont inférieurs aux estimations même conservatrices de la CSC. Dans le monde entier, la moitié des émissions payantes ont un [prix inférieur à 10 dollars la tonne](#). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) [estime](#) que pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 ° C, le prix du carbone devrait varier entre [135 et 6 050 dollars par tonne d'ici 2030](#).

Le plafonnement et l'échange, l'autre principal outil de tarification du carbone, pose également de nombreux problèmes. En matière de plafonnement et d'échange, le gouvernement fixe un plafond, ou un plafond, à la quantité totale d'émissions pouvant être pompées dans l'air. Les entreprises achètent des quotas et négocient entre elles pour atteindre leurs objectifs.

Trop de quotas peuvent créer une surabondance, faire baisser les prix et générer une situation dans laquelle la conformité se produit sur le papier sans pour autant réduire les émissions. De nombreux systèmes de plafonnement et d'échange autorisent également des compensations de carbone, permettant aux acteurs du marché d'impartir la réduction de carbone vers d'autres lieux. En plus d'être moralement douteux, les compensations [ont été critiquées](#) pour l'affaiblissement des systèmes

de tarification du carbone.

Enfin, même ces efforts médiocres pour fixer le prix du carbone sont compromis par la subvention des combustibles fossiles. Selon le [Fonds monétaire international](#) (FMI), les subventions aux combustibles fossiles ont totalisé 5,2 millions de milliards de dollars en 2017. Ces subventions vont directement à l'encontre des politiques de tarification du carbone, car elles réduisent artificiellement le coût des combustibles fossiles.

L'obsession sur la tarification du carbone résulte de trois facteurs.

Tout d'abord, c'est simple. Dans son livre [Can We Price Carbon ?](#) ? Barry Rabe note que certains y voient une solution miracle à un problème très complexe. Fixer un prix sur le carbone, que ce soit par le biais d'un système d'échange de droits d'émission ou d'une taxe sur le carbone, est beaucoup plus simple que, par exemple, déterminer comment développer les réseaux de transport en commun grâce à la planification publique.

Deuxièmement, les économistes ont tendance à dominer les discussions. Aux États-Unis, à la fin des années 1980, aux États-Unis, un groupe d'économistes préconisait l'échange de droits d'émission de dioxyde de soufre causant des pluies acides. Le succès de ce programme a amené le groupe à plaider en faveur de l'exportation du modèle sous forme de gaz à effet de serre. Lors des premières négociations internationales sur le climat, les États-Unis ont fait de la tarification du carbone un élément essentiel de la politique climatique mondiale. Le groupe de travail du GIEC sur la politique est [rempli d'économistes traditionnels](#), qui sont naturellement orientés vers les solutions de marché.

Enfin, la tarification du carbone est compatible avec « [l'environnementalisme libéral](#) » - l'idée largement admise selon laquelle le capitalisme et la protection de l'environnement peuvent coexister avec bonheur par le biais d'éléments comme l'[éco-étiquetage et les marchés de la pollution](#). Après tout selon cette vision, les marchés optimisent choix et efficacité, du moins en théorie.

Partout dans le monde, la tarification du carbone est devenue un test politique décisif de l'engagement climatique - avec des effets politiques néfastes. Le prix du carbone au Canada a incité plusieurs provinces à contester la légalité de la taxe. Aux États-Unis, la possibilité de commerce de carbone entre États a disparu avec l'abrogation du Plan pour l'énergie propre. De même, le premier ministre populiste de droite de l'Ontario, Doug Ford, a [annulé la participation de la province](#) à un marché de plafonnement et d'échange avec la Californie et le Québec. Le manque de stabilité compromet en outre l'efficacité de la tarification du carbone, car l'évolution des politiques ne peut pas établir un signal de marché cohérent.

Le Green New Deal devrait se concentrer sur les politiques qui créent un soutien politique pour la transition de l'énergie propre à court terme et construisent des institutions qui garantiront la durabilité de ce soutien à long terme. Dans l'immédiat, cela signifie investir dans les biens publics : développer les transports en commun sans émissions de carbone et subventionner fortement le coût des passagers (idéalement, en le rendant gratuit) ; créer plus de logements abordables sans émissions de carbone et d'espaces verts, en particulier pour les plus touchés par le changement climatique.

Un Green New Deal devra également [réduire directement l'approvisionnement en énergies fossiles](#), notamment en supprimant les subventions. Mais les travailleurs ne devraient pas avoir à supporter le fardeau d'une industrie des combustibles fossiles en contraction : le GND doit inclure des compensations, des rachats et des garanties de pension pour les travailleurs.

Jessica F. Green

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[JESSICA F. GREEN](#), Jacobin, 20 septembre 2019

<http://alter.quebec/green-new-deal-ou-marche-du-carbone/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)